

Nouvelles locales des jeudi 06 et vendredi 07 juin 2013

@rib News, 07/06/2013 - Vendredi 7 juin 2013 | Droits de l'Homme - Plus de 400 journalistes originaires de 120 pays réunis à Dublin en Irlande ont sorti un communiqué dans lesquels ils dénoncent la loi sur la presse promulguée par le président du Burundi. Selon eux, le but de cette loi est manifestement de compromettre la stabilité du travail des journalistes et la liberté du peuple à pouvoir s'exprimer. Ils demandent que le président de la République retire cette loi avant que des conséquences néfastes ne se produisent. [Isanganiro/Rtr/Bonesha/Rpa]

- Communiqué en provenance du ministère français des Affaires étrangères concernant la loi sur la presse que le président de la République vient de promulguer. Selon ce communiqué, la France est préoccupée par cette loi puisqu'elle est contraire aux engagements du Burundi tant au niveau national qu'à international, les pactes internationaux que le pays a ratifiés ainsi qu'aux propos des représentants du pays à la conférence des bailleurs de fonds tenue à Genève. Le communiqué continue en affirmant que la liberté de la presse est un pilier incontournable du développement économique et de la démocratie. Il exhorte le pouvoir en place de bien vouloir amender cette loi dans les plus brefs délais pour l'adapter aux standards internationaux en matière démocratique. [Rpa/Bonesha]- L'analyste du discours le professeur Gertrude Kazoviyo trouve que le propos du président de la République du Burundi sur la loi sur la presse sont étonnants. Selon elle, l'opinion interne et les organisations de la société civile de même que la communauté internationale, pers nne n'a encore apprécié positivement la nouvelle loi sur la presse. Elle se demande alors qui sont ceux qui ont été consulté par le président. De plus, elle constate que la situation va plutôt être rendue difficile par cette loi et que le pays va basculer sur la liste des pays  put s ennemis en matière de la liberté de la presse. [Isanganiro]- L'Espoir pour la Promotion du Leadership dénonce la nouvelle loi sur la presse qui vient faire reculer le pas franchi dans l'instauration de la démocratie au Burundi. Le président de cette association demande aux négociateurs d'Arusha, la société civile burundaise et tout le monde concerné de tout faire et se mettre ensemble pour voir comment le pays peut être dirigé.

[Bonesha]- Le groupe de presse Iwacu fait savoir qu'il y a eu ouverture par des personnes inconnues d'un autre site d'expression en ligne après la fermeture du forum des internautes de ce groupe par le CNC. Le directeur de ce groupe fait savoir qu'il ignore ceux qui viennent de créer le site www.ganira.com et qui utilise les logos de ce groupe. Antoine Kaburahe affirme aussi qu'il ne s'agit pas de contourner la décision du CNC et qu'ils ne vont pas porter plainte contre les fondateurs de ce site puisqu'ils ne font que continuer le travail que le CNC a refusé au groupe Iwacu.

[Rtnb/Rtr/Rpa/Isanganiro/Bonesha]- Le parti SONOVI Ruremesha fait savoir qu'il est contre la loi sur la presse qui vient d'être promulguée par le président de la République. Le président de ce parti estime que le président de la République n'a pas le droit de limiter la liberté d'expression consacrée par la Constitution de la République du Burundi. Selon D o Ndayishimiye, il y a des dérapages dans le fonctionnement des institutions que le pouvoir veut à tout prix cacher afin d'échapper aux contrôles. Il demande à toute personne de ne pas avoir peur puisque nous sommes soutenus par la Constitution. [Bonesha] | Justice - Le groupe parlementaire Uprona demande que les 23 jeunes de Ngagara arrêtés et jugés pour s'être opposés la Police au domicile de Nyakabeto soient libérés dans les meilleurs délais. Selon le président de ce groupe, ils n'ont rien fait qui mérité la prison. Bonaventure Gasutwa estime que c'est la CNTB qui est responsable de tout ce qui s'est passé ce jour-là, elle qui a amené un dispositif effrayant de policiers alors qu'elle avait d'habitude pour exécuter sa tâche sans problèmes. [Bonesha/Rtr/Rpa]- Certaines victimes des exactions commises par Michel Nurweze dit Rwembe font savoir qu'elles n'ont pas été informées que le procès de ce dernier allait avoir lieu ce jour-là devant le Tribunal de grande instance de Gitega. Selon elles, une convocation d'une d lle a été envoyée à Ruyigi qu'une autre a été envoyée la nuit de mardi à mercredi. Elles demandent que la prochaine fois elles soient informées et demandent aussi que les complices et les compagnons de Rwembe soient arrêtés puisqu'ils continuent d'intimider les victimes et leurs familles. Le Procureur au Parquet de Gitega fait savoir qu'il y a eu retard dans la production des convocations et promet ce sera corrigé prochainement. [Bonesha/Rpa]- L'homme d'affaire Hilaire Ndayizamba inculpé dans l'assassinat d'Ernest Manirumva a adressé une correspondance au président de la République pour lui demander d'être libéré. Dans cette correspondance, il fait savoir qu'il a écrit au ministre de la Justice et qu'il n'a pas même négative, sur trois correspondances lui adressées. Selon lui, il remplit les conditions d'termination par trois commissions d'enquête mises en place par le ministre de la Justice. Il informe le président de la République que cette correspondance peut être la dernière vu son état de santé qui s'aggrave du jour au lendemain et lui dit que c'est l'espoir dont il dispose. [Rpa] | Sécurité - Le major Maregos qui vient de rendre son  me dans la capitale kenyane avait affirmé qu'il avait re su une mission d'éliminer Hussein Radjabu qui est en prison. Il avait demandé au président de la République de bien suivre de près le service national de renseignement puisqu'ils sont souvent utilisés par des personnes mal intentionnées pour satisfaire leurs intérêts. Le porte-parole de la Documentation fait savoir que les déclarations de Maregos étaient gratuites. Selon T i sphore Bigirimana, il était un simple agent de ce service et par conséquent, il n'était pas au courant de ce que ce service fait. De plus, il ajoute que ce service travaille bien. [Rpa] - Jeudi 06 juin 2013 | Les nouvelles locales de ce 6 juin 2013 étaient centrées sur la loi sur la presse que le président de la République vient juste de promulguer il y a quelques jours. Il s'agissait d'une Synergie composée de la RPA, la RTF, C.C.I.B FM+, la Radio Maria Burundi, Isanganiro ainsi que la RSF Bonesha FM. - Cette synergie a d'abord essayé de relever les articles de cette loi qui causent problèmes. Il s'agit de ceux en rapport avec la révélation des sources, les amendes, la délivrance de la carte de presse, les pouvoirs reconnus au CNC dont les décisions devront être exécutées malgré le recours devant la cour administrative, les exigences de diplôme. - Elle a ensuite essayé de passer en revue les différentes critiques qui se sont déjà fait entendre depuis cette promulgation ainsi que celles faites en cette journée du 6 juin 2013. Elle est revenue sur les déclarations du président de l'ADC-Ikibiri, celles du représentant des Etats-Unis, de l'Union Européenne et du Sénateur Domitien Ndayizeye, ancien président de la République qu'il a tenues lors de sa plénière au Sénat, celles de la vice-présidente de l'UBJ ainsi que celles du vice-premier ministre belge et ministre des Relations extérieurs qui ont tous condamné ce texte qui est contre le métier de journalistes. - La Synergie a ensuite

entamé avec les récentes déclarations. Ainsi, dans un communiqué rendu public ce jeudi soir, le Secrétaire général des Nations Unies estime que la promulgation de cette loi est déplorable. Ban Ki-Moon estime que le Gouvernement burundais doit respecter les engagements tant nationaux qu'internationaux auxquels il a souscrit. Selon lui, la liberté de la presse est l'un des piliers de la démocratie dans n'importe quel pays. Il demande au Gouvernement burundais de se ressaisir et de corriger les erreurs à temps. - Le président de l'Observatoire de la Presse au Burundi trouve quant à lui que certaines clauses contenues dans cette loi ne peuvent en aucun cas concerner les journalistes. Innocent Muhozi estime que toute clause contraire à la Constitution de la République est considérée comme nulle et non avenue et devra être frappée de caducité. Précisant qu'ils n'ont pas voté grandement contre par cette promulgation, il ajoute qu'il importe le qualificatif qui leur sera collé, ils ne vont pas accepter de mettre en application les articles contestés. - Le parti FNL trouve qu'il n'est pas encore trop tard puisque celui qui signe est celui-là même qui retire la signature. Le secrétaire et porte-parole de ce parti estime que la promulgation de cet texte n'augure rien de bon pour la suite du programme. Jacques Bigirimana demande au président de la République d'accueillir une délégation de sages parmi les journalistes pour échanger et prendre des décisions dans le but d'assainir le climat. Selon lui, personne n'a le droit de diriger le pays comme une parcelle familiale et personne ne peut profiter du désordre que pourra créer ce texte. - Le FORSC trouve que c'est une honte pour notre pays de voir une telle loi à l'état actuel des choses. Selon le directeur général de la Commission de la Vérité et de la Réconciliation, la déception est totale et Vital Nshimirimana trouve qu'il n'y a pas de démocratie sans liberté d'expression. Il trouve le président de la République s'est trompé d'époque en promulguant cette loi puisque le Burundi ne peut pas avoir une loi anticonstitutionnelle. Le peuple est donc en droit de la refuser et ne va pas se laisser intimider. - Le Forum pour la Démocratie et le Développement estime que les autorités du pays n'apprennent pas finalement grand-chose de l'histoire. Selon Pacifique Nininahazwe, beaucoup de présidents ont, dans l'histoire, pris des mesures suffisamment contraignantes pour les sauver, mais ce sont ces mêmes mesures qui se sont retournées contre eux et qui les ont renversés. - La Fondation Intahe estime que c'est une très mauvaise chose pour le président de la République de promulguer ce texte tant contesté par un si grand nombre de personnes. Selon le président de cette fondation, la liberté d'expression aurait pourtant servi à être au courant des avis et considérations des uns et des autres et cela est une très bonne chose dans une démocratie. Cassien Simbare trouve qu'il est pratiquement impossible d'objecter à cette loi si du moins l'acte qu'elle a été le résultat d'une décision unilatérale de la part des concernés dans le processus législatif. - Le leader de la communauté islamique du Burundi trouve que cette loi ne vient aider en rien dans le renforcement de la démocratie. Selon Haruna Nkunduwiga, les autorités devraient plutôt savoir que les journalistes ne sont pas les ennemis du pouvoir en particulier et du pays en général. Il conseille une prise de conscience de la part des autorités du pays afin d'évaluer chaque personne à sa juste valeur. Autres nouvelles à Education - Le syndicat CONAPES annonce qu'il commencera la grève le 10 de ce mois comme prévu. Selon le président de ce syndicat, ils doivent revendiquer deux points dont le salaire du mois de mai qui ne leur pas été payé alors qu'ils ont fait la grève pendant seulement 5 jours ainsi que l'étude par le Conseil des ministres des résultats de la réunion de Rumonge qui s'est tenue pendant la semaine comme la ministre de la Fonction publique l'avait signalé. Emmanuel Mashandari fait savoir que si ces points ne trouvent pas de réponse, ils ne vont pas retourner au travail et les examens vont être suspendus pour ceux qui les ont déjà commencés et pour ceux qui ne les ont pas encore commencés, ils ne vont pas les donner. [Rtnb]- C'est la même situation chez les enseignants réunis au sein du syndicat SLEB qui annoncent à leur tour qu'ils vont entamer la grève dans 8 jours. Dans un communiqué de grève qu'ils viennent de rendre public ce jeudi, ils dénoncent eux aussi le fait que le Conseil des ministres n'a pas eu lieu alors qu'eux aussi attendaient quelque chose de cette réunion. [Rtnb]